
Indicateurs et conjoncture de l'économie marocaine

Résumé : Le bilan de l'économie marocaine pour l'année 2018 est dans l'ensemble favorable, malgré le constat de plusieurs ralentissements. L'activité a été portée par une campagne agricole exceptionnelle et une croissance soutenue de l'activité touristique. Les perspectives pour l'année 2019 sont modérément optimistes, les estimations prévoyant au mieux une stabilisation de la croissance, dans un contexte international tendu et incertain qui devrait contraindre la demande extérieure adressée au Maroc, alors que le marché intérieur peine à soutenir le rythme de croissance de l'activité.

Ralentissement de la croissance marocaine en 2019

La croissance s'est établie à 3% en 2018 selon le Haut commissariat au Plan (HCP), en baisse par rapport aux 4,1% de 2017. L'activité a été portée en 2018 par une campagne agricole particulièrement bonne, malgré un ralentissement au dernier trimestre, ainsi qu'une croissance continue du secteur tertiaire, comptant pour la moitié de la croissance de l'activité nationale.

Selon les prévisions de Bank Al-Maghrib, la croissance économique marocaine se situerait à 2,8% en 2019. Au premier trimestre 2019, l'économie nationale aurait connu une croissance de 2,3%. Considérant le déficit pluviométrique du printemps, l'activité agricole aurait enregistré un repli en variation annuelle de 4,8% au premier trimestre selon le HCP, et devrait de nouveau se contracter de 4,3% au second trimestre. Les prévisions de croissance des activités non agricoles seraient semblables au T1 et T2, à 3,3%. Par conséquent, la croissance économique nationale devrait légèrement s'améliorer à 2,4% au T2.

Equilibres extérieurs : faiblesse persistante du commerce extérieur et bonne tenue des autres agrégats

Le déficit commercial de marchandises a augmenté de 8,6% en 2018 selon l'Office des changes. Il s'établit à -205,9 Mds MAD, contre -189,2 Mds MAD l'année précédente. Ce creusement est la conséquence d'une augmentation plus rapide des importations, en croissance de 9,8% (+43 Mds MAD) à 481 Mds MAD, contre une amélioration de 10,6% des exportations (+26,3 Mds MAD), à 275,2 Mds MAD.

La facture énergétique a augmenté de 18,3% en 2018, alors que les importations de produits autres ont enregistré une hausse de 8%. La croissance des exportations est notamment portée par les phosphates et dérivés, les ventes du groupe OCP à l'étranger ayant augmenté de 17% en 2018. Le secteur automobile contribue aussi largement à la croissance, avec une augmentation de 10,7% des ventes à l'export. Les exportations des produits du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont progressé de 6,8%, alors que les ventes de textile et cuir ont augmenté de 4%. Le taux de couverture de l'économie marocaine s'améliore ainsi de 0,5 point, en s'élevant à 57,2% en 2018, contre 56,8% en 2017.

S'agissant de la seconde partie du tableau des échanges extérieurs, les envois de fonds par les Marocains résidents à l'étranger (MRE) ont diminué de -1,7% entre 2017 et 2018, atteignant 64,8 Mds MAD. Le flux des IDE au Maroc a connu une hausse de 25,9% en s'établissant à 32,8 Mds MAD en 2018. Dans le même temps, le flux des IDE marocains à l'étranger a diminué de 45,1% (5,4 Mds MAD). Enfin, les réserves internationales nettes s'élèvent à 230,9 Mds MAD à fin 2018 en baisse de 4,2% par rapport à l'année précédente, assurant la couverture de 5,1 mois d'importations en 2018 contre 5,4 mois en 2017. Elles devraient s'établir à 239 Mds MAD en 2019 puis se réduire à 236 Mds en 2020.

Les chiffres à l'issue du mois d'avril 2019 indiquent une augmentation de 5% du déficit commercial en variation annuelle sur les 4 premiers mois de l'année (Office des changes). Il s'élève à 67,3 Mds MAD contre 64 Mds MAD à fin avril 2018. Ce résultat est la conséquence d'une hausse des importations légèrement plus élevée (+4,7%) que celle des exportations (+4,5%), tirées notamment par les ventes de phosphates et dérivés (+16,1%). Le taux de couverture est de 59,9%, stable par rapport à fin avril 2018

(60%). Les recettes des MRE diminuent par ailleurs de 2,9%, et les flux d'IDE au Maroc ont connu une baisse de 23,3% par rapport à la même période un an auparavant.

Taux de chômage : stabilisation en 2018 mais léger rebond attendu en 2019

Le taux de chômage au niveau national est passé de 10,2% à 9,8% entre 2017 et 2018 selon le HCP. En 2018, 112 000 emplois ont été créés dans l'économie marocaine, 91 000 en milieu urbain et 21 000 en milieu rural. En 2017, 86 000 emplois avaient été créés. Le taux de chômage en milieu urbain est de 14,2%, et de 3,5% en milieu rural. Des hausses du taux de chômage ont été enregistrées parmi les diplômés des facultés (+0,6 pt) et les citoyens âgés de 15 à 24 ans (+0,4 pt). Le taux de chômage des femmes demeure élevé (14%), tout comme celui des diplômés (17,1%) et des jeunes de 15-24 ans (26%). Le taux de chômage devrait connaître un léger rebond à 10,1% en 2019, face au ralentissement de la croissance économique et des créations nettes d'emplois.

L'inflation : augmentation en 2018 avant un net ralentissement en 2019

Les prix ont connu une inflation de 1,9% en 2018. L'augmentation en 2018 de l'indice des prix à la consommation est due à la fois à la hausse des prix des produits alimentaires (+1,3%) et non-alimentaires (+1,8%). L'inflation sous-jacente s'établit quant à elle à 0,7%. L'inflation devrait nettement décélérer à 0,6% en 2019 selon Bank Al-Maghrib, avant de connaître un rebond à 1,2% en 2020. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2019, l'indice des prix à la consommation (IPC) a connu une baisse de 0,1%.

Le déficit budgétaire : une situation maîtrisée

Le déficit budgétaire s'est établi à 41,4 Mds MAD en 2018, soit 3,7% du PIB, d'après Bank Al-Maghrib, contre un objectif de 3% affiché par la loi de finance. La charge de la compensation demeure élevée (13,7 Mds MAD) mais elle devrait diminuer en 2019, en conséquence d'une charge escomptée moins importante des matières premières énergétiques. L'année 2019 sera marquée au plan budgétaire par les cessions et l'ouverture au capital d'entreprises publiques, dont le montant estimé des recettes est de 5 Mds MAD selon la loi de finances pour 2019. Les recettes devraient ainsi représenter 20,8% du PIB, contre 19,8% pour les dépenses. Le déficit budgétaire devrait s'établir à 4,1% du PIB (hors privatisations), selon la banque centrale.

L'encours de la dette du Trésor représente 64,6% du PIB à fin 2018, contre 65,1% un an auparavant. Il s'élève à 723 Mds MAD en 2018, selon le Ministère de l'économie et des finances (qui prend néanmoins en compte une croissance de 3,2% en 2018). Cette amélioration est notamment le résultat d'une baisse en volume de l'encours de la dette extérieure du Trésor, diminuant de 3,4% en 2018 à 148 Mds MAD. L'encours de la dette intérieure du Trésor progresse de 6,6% à 575 Mds MAD. La dette totale du Trésor demeure ainsi détenue à près de 80% par des créanciers nationaux. Dans le même temps, l'encours de la dette des entreprises et établissements publics et de la dette garantie par l'Etat est resté stable à 207 Mds MAD. Malgré un ralentissement du processus de consolidation budgétaire, accentué par la revalorisation des salaires et des allocations familiales des fonctionnaires en avril 2019, le Maroc, soutenu par un accord du FMI au titre de la ligne de précaution et de liquidité, vise toujours à terme un niveau de dette publique à 60% du PIB.

La diminution de la croissance de l'activité au Maroc s'inscrit dans un contexte de décélération de la croissance économique mondiale, la Banque mondiale prévoyant un taux de croissance global de 2,9% en 2019, marqué aussi par un ralentissement du commerce international. Ce contexte contraint et incertain provoque une contraction de la demande extérieure adressée au Maroc, encore très dépendant de la situation du marché européen, et dont le marché intérieur ne suffit pas à maintenir la croissance à un niveau élevé au long terme. A ces contraintes s'ajoutent une campagne agricole 2018-2019 aux résultats finaux moyens, alors que le secteur représente 14% du PIB et emploie 38,7% de la population active.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.